

Une saison culturelle israélienne à Luxembourg : réponse du Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient à Gaston Carré

M. Carré, homme de culture et journaliste au "Luxemburger Wort", ne se lasse pas de prendre la défense de la "Saison culturelle israélienne" organisée par la Ville de Luxembourg (VdL) en coopération avec l'Ambassade d'Israël à Bruxelles et l'Agence luxembourgeoise d'action culturelle.

Dans sa démarche, M. Carré a reproché au Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient (CPJPO) de « fustiger » l'organisation de cet événement culturel. À l'appui de ses reproches : notre lettre ouverte du 6 septembre aux autorités de la VdL. Faire ainsi référence à une lettre ouverte dont ses lecteurs n'ont pas pu prendre connaissance, faute de sa publication dans le LW, est un procédé déloyal qui empêche le lecteur de juger par lui-même !

Dans cette lettre ouverte - à consulter sur www.paixjuste.lu -, le CPJPO avait estimé que la "saison culturelle israélienne" soulevait des problèmes d'ordre éthique et politique : l'Etat d'Israël, de par sa politique d'occupation et de colonisation des territoires palestiniens, viole quotidiennement le droit international et les droits de l'homme. Des crimes de guerre, voire des crimes contre l'humanité, lui sont reprochés. Il pratique une politique de discrimination à l'égard de ses minorités arabes et maintient le blocus de la Bande de Gaza... Nous prenons acte du fait que G. Carré écrit ne pas vouloir réfuter notre position politique à propos de ce conflit.

Resituons la saison culturelle israélienne au Luxembourg dans son véritable contexte : la campagne « Brand Israël » - « Image d'Israël », orchestrée depuis Israël pour faire oublier à l'opinion publique internationale sa politique criminelle.

L'image d'Israël à l'étranger s'est fortement détériorée depuis la guerre contre le Liban en 2006, l'opération « Plomb durci » contre Gaza et l'attaque contre la « Flottille de la Liberté ». Pour y remédier, le gouvernement israélien, avec le soutien actif d'une organisation spécialisée (Reut Institute), met en œuvre à travers ses ambassades cette campagne « Brand Israël », destinée à redresser son image à l'étranger. La culture y tient une place de choix et se trouve ainsi instrumentalisée par Israël à des fins politiques. En acceptant de collaborer avec l'ambassade israélienne dès 2009 (quelques mois après l'opération militaire contre Gaza) pour organiser cette saison culturelle au Luxembourg, les responsables de la VdL se sont, au mieux, laissé tromper sur les objectifs pourtant clairement énoncés dans plusieurs rapports du Reut Institute (www.reut-institute.org/). Dans un tel contexte, l'organisation de cette saison culturelle au Luxembourg, quelles que soient la qualité et la virtuosité des artistes invités, sert à l'Etat d'Israël à redorer son image ... sans changer pour autant ses pratiques et ses politiques.

Quant à la situation culturelle en Israël, M. Carré cite l'écrivain Yehoshua : la guerre avec les Palestiniens serait l'un des remarquables terrains pour la littérature, le cinéma, ou le théâtre en Israël. Quel cynisme ! De plus, référence bien mal choisie : Yehoshua a soutenu sans réserve les massacres israéliens à Gaza. Gideon Levy, journaliste israélien critique, lui avait reproché alors d'avoir perdu tout sens moral. Le grand poète israélien, Aharon Shabtai, va beaucoup plus loin : « le pouvoir en place adopte les intellectuels, les coopte - telle est la méthode... Ils ne donnent pas de contenu politique à la littérature mais ils subliment la politique en culture ». Et il dénonce : « un Etat qui maintient une occupation, en commettant quotidiennement des crimes contre des civils, ne mérite pas d'être invité à quelque semaine culturelle que ce soit. ... Cela manifeste un soutien à Israël, soutien qui appuie l'occupation. Et je ne veux pas, moi, y participer ». Rappelons que, effectivement, beaucoup d'intellectuels et d'artistes israéliens, en Israël et à l'étranger, ont soutenu la guerre de 2006 contre le Liban, l'opération *Plomb Durci* contre Gaza et l'arraisonnement meurtrier de la Flottille de la Liberté.

De plus, la culture est utilisée par l'Etat d'Israël comme moyen d'exclusion et de négation de l'autre : tels les obstacles qu'Israël met régulièrement à l'organisation d'événements culturels en Cisjordanie et à Gaza avec, pour conséquence, leur annulation ; ou encore les récents saccages du « Théâtre de

la Liberté » à Jenine par les forces israéliennes d'occupation, suivis de l'emprisonnement d'acteurs et du directeur, et les entraves aux déplacements à l'étranger d'artistes et de journalistes palestiniens. Les Palestiniens représentent 20% de la population d'Israël ; leur non-inclusion dans une saison culturelle israélienne au Luxembourg équivaut à un déni de leur existence, à l'image de la politique pratiquée sur place.

Notre critique fondamentale se trouve encore renforcée par le fait que cette saison culturelle est sponsorisée entre autres par deux banques israéliennes impliquées dans le financement des colonies illégales. Ceci à un moment où Israël défie à nouveau la planète en annonçant la construction de 1100 nouveaux logements en territoire palestinien occupé – une décision qui ne va certainement pas faciliter la reprise des négociations de paix !

Oui, la culture peut contribuer à établir des ponts entre les peuples et à réunir ce qui est séparé. La saison culturelle israélienne aurait ainsi pu être une belle occasion pour célébrer dans un même cadre les cultures israélienne et palestinienne.

Par ailleurs, si Israël veut vraiment changer son image dans le monde, il n'y a qu'une voie : renoncer à sa politique criminelle à l'égard des Palestiniens et s'engager honnêtement pour une solution juste au bénéfice des deux peuples, engagement qui répondrait à l'offre de paix arabe et à la reconnaissance d'Israël au sein du monde arabe. Cette nouvelle politique et cette nouvelle image permettraient à la culture israélienne de retrouver son autonomie ...

Michel LEGRAND et François BREMER, pour le CA du CPJPO

Luxembourg, le 10 octobre 2011